

Modrikamen : "Les étrangers PLOMBENT NOTRE ÉCONOMIE"

Selon une étude du PP, les non-Belges coûteraient 8 milliards d'euros par an à notre pays

"Les étrangers coûtent trop cher." C'est, en substance, ce qui ressort d'une étude menée par le Parti populaire (PP) de Mischaël Modrikamen.

Selon celle-ci, celles et ceux qui arriveraient d'un pays situé hors de l'Union européenne seraient même deux fois plus onéreux (près de 10.000 euros par an) que leurs homologues européens. La note totale s'élèverait à environ 8 milliards d'euros par an.

Pour M. Modrikamen, cette situation est inacceptable. "Avec le chômage actuel en Europe, nous n'avons pas les moyens d'accueillir encore plus de monde. Les étrangers entraînent notre pays dans une spirale économique négative. Il faut donc agir au plus vite et restreindre nos politiques migratoires", lance le président du PP.

DANS SON VISEUR, les migrants qui arrivent de Syrie et qu'il faudrait "trier dans des centres installés dans leur pays, car une fois qu'ils sont arrivés en Europe, c'est trop tard. Nous devons aussi faire plus de contrôles en interne pour cibler ceux qui sont ici illégalement". Il ajoute: "Notre étude montre que, contrairement à ce qui est dit un peu partout, l'immigration ne rapporte pas un sou à la Belgique, bien au contraire!"

Mischaël Modrikamen tient néanmoins à nuancer certains de ses propos. D'une part, il affirme que ce tri effectué hors des frontières de l'Europe, dans un pays en guerre donc, doit

être perçu comme étant "humanitaire" car "il couperait l'herbe sous le pied des passeurs et éviterait que de nombreux migrants risquent leur vie sur le chemin".

Autre concession, même s'ils coûtent cher, les étrangers les plus "méritants" doivent pouvoir avoir le droit de rester sur

notre territoire, "à condition qu'ils fassent toutes les démarches pour s'intégrer, comme apprendre la langue ou encore trouver un travail".

PROBLÈME, L'ÉTUDE DU PP, pour aussi sérieuse qu'elle soit, ne fait pas la distinction entre ceux qui se sont intégrés et les autres. De quoi stigmatiser des communautés entières et mettre dans le même sac Néerlandais, Français, Italiens, Marocains, Syriens, Afghans, etc. Soit des populations qui sont loin d'avoir les mêmes caractéristiques et les mêmes raisons d'être venues habiter en Belgique. Elle n'aborde pas non plus la question des emplois créés grâce à l'arrivée des migrants (dans les centres d'accueil, par exemple, Ndlr).

D'autre part, les chiffres repris datent d'une période allant de 2011 à 2014, bien avant donc le début de la crise des migrants dont le "coût", même à court terme, est donc pour le moment impossible à chiffrer. Faire le parallèle entre le coût des migrants et celui des autres étrangers relève donc de la pure supposition.

Malgré tout, le PP se défend d'être un parti anti-étrangers.

"L'homme est territorial, un point c'est tout. Nous sommes d'accord d'accueillir un petit nombre de migrants mais à condition d'investir plus dans leur intégration. Mais si on décide d'accueillir tout le monde, on ouvre la porte à toutes les dérives", conclut son président, sans beaucoup plus de détails.

R. D.

Des contrôles périodiques pour les étrangers

Pour Mischaël Modrikamen, il existe deux types d'étrangers établis dans notre pays. D'une part, ceux qu'il considère comme "méritants", ou "intégrés", face aux profiteurs, "voire pis, délinquants". Selon lui, les premiers auraient tout à fait le droit de séjourner chez nous, car ils représentent une vraie plus-value pour la Belgique. Les autres, par contre, devraient quitter le territoire. "S'ils sont là depuis cinq ou dix ans et qu'ils n'ont pas appris la langue et pas contribué comme il se doit, ils n'ont rien à faire chez nous", explique-t-il. Pour les distinguer, il faudrait donc idéalement procéder à des contrôles périodiques dans le but d'évaluer chacun d'entre eux.

Difficile à imaginer quand on voit comme il est déjà difficile de contrôler de façon efficace tous les chômeurs.

R. D.